

Les bradeurs d'EADS préparent un Florange puissance dix :

La finance s'attaque à EADS. L'entreprise qui fabrique Airbus et dans laquelle se trouve l'essentiel de l'industrie aéronavale militaire de notre pays. Cette attaque prend la forme d'un changement de "gouvernance" acté mercredi 5 décembre. Pourquoi est-ce que je reste seul parmi les responsables politiques à m'exprimer contre ce qui est un crime majeur contre notre industrie, nos intérêts nationaux, et notre souveraineté. Cet accord est un pillage et un gaspillage. C'est Florange et Gandrange multiplié par cent !

Le silence qui entoure cet accord est un signe des grosses masses d'argent qui embaument l'atmosphère et anesthésient maints grands esprits ! Cet accord est soutenu par le gouvernement Ayrault puisque l'Etat est actionnaire d'EADS. Le président de la République est directement impliqué. Quelqu'un peut l'en informer ?

Voyons d'abord, le gaspillage. Cet accord comprend une opération de rachat par EADS de ses propres actions. EADS va consacrer 3,3 milliards d'euros pour racheter 15% de ses actions actuelles. Pour quelle utilité sociale ? C'est autant d'argent qui n'est pas réinjecté dans la recherche, l'investissement, ou le progrès social pour les salariés. Cette somme est énorme : elle représente environ un tiers de la trésorerie du groupe. Cet argent part directement dans la poche des actionnaires privés actuels. Au premier rang de ceux-ci on trouve l'oligarque parasite Arnaud Lagardère. Il est le fils de Jean-Luc Lagardère. Arnaud Lagardère se moque éperdument de l'industrie. Tout ce qui l'intéresse, c'est son portefeuille. C'est lui le grand gagnant du rachat d'actions. Pour quitter le navire, Lagardère va vendre les 7,44% du capital d'EADS qu'il détient. L'entreprise va lui en racheter les trois quarts, c'est-à-dire 5,5% du capital. Dans l'opération, Arnaud Lagardère empochera à lui seul 1,2 milliards d'euros au titre du rachat d'actions ! Voilà pour le pillage !

La cause de tout ça est la décision de plusieurs actionnaires privés de sortir du capital EADS. Parmi ceux-ci on trouve donc le Français Lagardère mais aussi les Allemands Daimler et Dedalus, un consortium d'entreprises allemandes. Les parts de Dedalus et de Daimler seront rachetées par la banque publique allemande KfW, déjà actionnaire symbolique d'EADS. On savoure comment les arguments contre la présence de la puissance publique deviennent moins dérangeant quand cela convient au gouvernement allemand ! Pour les parts de Lagardère, c'est EADS qui payera l'essentiel comme on l'a vu. Le reste sera vendu au plus offrants sur les marchés. Le départ d'actionnaires privés importants et le rachat d'actions ont un effet cumulatif. Cet effet, c'est un recul de la stratégie industrielle au profit de la logique financière. Jusqu'à présent, tout ce petit monde de parasites participait à un pacte d'actionnaires aux côtés de l'Etat français et de l'Etat espagnol. Au total, cet attelage baroque possédait 45% du capital d'EADS dont près de 15% pour le seul Etat français. Dit autrement, jusqu'à présent 55% du capital d'EADS était librement achetable sur les marchés financiers. C'était déjà beaucoup. Mais les 45% restants permettaient de bloquer certaines décisions stratégiques. Et au sein de ces 45%, l'Etat français conservait un rôle central.

Avec le nouvel "accord de gouvernance", 72% du capital sera désormais « flottant », c'est-à-dire abandonné au vent des marchés financiers. C'est 17% de plus qu'actuellement. Avec le rachat d'actions, la part de l'Etat français recule automatiquement de 14,87% à 12% du capital. L'Etat espagnol voit lui sa part réduite de 5,44% à 4%. Les 12% de capital public restant reviennent aux autorités allemandes, grâce à leur rachat des parts de Daimler et du consortium Dedalus. Au final, même en cumulant les trois, les Etats ne pourront plus bloquer de décision. EADS est mis aux pas de la financiarisation de l'économie. Le directeur de la stratégie d'EADS ne s'en est d'ailleurs pas caché. Marwan Lahoud s'est ainsi félicité : "*Nous avons un processus de décision normal, pas de veto et un flottant de plus de 70%*". Par normal, il faut comprendre dans la logique financière du capitalisme actuel. La bourse de Paris ne s'y est pas trompée puisque le titre EADS a bondi de 8% au lendemain de l'annonce de "l'accord de gouvernance !"

Le poids des Etats, dont celui de la France, sera réduit dans EADS.

Voilà ce qui vient de se décider avec l'accord du gouvernement Ayrault et donc du président Hollande. C'est toute la politique industrielle d'aéronautique et de défense qui est ainsi compromise. C'est aussi un recul dangereux de la souveraineté et de l'indépendance nationale. L'humiliation pour notre pays risque de ne pas s'arrêter là. C'est une mauvaise habitude en ce qui concerne EADS. Déjà, en 1999, Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn avait conclu un accord honteux avec le groupe Lagardère. J'en ai déjà parlé sur ce blog quand les financiers ont mis Airbus en difficulté en 2007.

Ce compromis pourri consistait en un pacte d'actionnaires entre l'Etat et Lagardère.

Les deux participations étaient gérées par une société commune, Sogepa. DSK avait ainsi abandonné à une entreprise privée le soin de représenter l'Etat. Et c'est Lagardère qui représentait le tout au sein du conseil d'administration EADS. Depuis, Arnaud Lagardère est même devenu président de ce conseil d'administration. Un comble pour quelqu'un qui se désintéresse de l'industrie au point de se manquer l'assemblée générale du groupe le 31 mai dernier à Amsterdam.

Le départ de Lagardère du capital d'EADS met fin à ce pacte. Il change donc la donne aussi pour la représentation de la France au sein du conseil d'administration. Le départ de Lagardère du capital d'EADS devrait être effectif en juin 2013. D'ici là, Arnaud Lagardère préparerait un ultime pied de nez à la France. Le Financial Times a en effet indiqué qu'il pourrait démissionner du conseil d'administration dès le mois de mars. Et pour le remplacer, Lagardère pousserait ... Jean-Claude Trichet ! Ce serait une véritable provocation. Trichet a déjà gravement menacé EADS du temps où il dirigeait la Banque centrale européenne. En défendant coûte que coûte un euro fort, il a menacé la compétitivité d'Airbus. Sa nomination au conseil d'administration d'EADS serait un coup de poignard contre l'industrie.

Qu'en pense le ministre de l'économie Pierre Moscovici ? Et le premier ministre Jean-Marc Ayrault ? Et le président de la République François Hollande ? Apparemment rien puisqu'ils se taisent. Selon l'adage, qui ne dit mot consent. Mon hypothèse est que ces gens, atlantistes jusqu'à l'os, ne se soucient de rien et surtout pas d'indépendance nationale. Leur repère est la pérennité de l'Otan. Le reste ne les intéresse pas. Ils ont tort ! Le scandale finira par éclater. Et alors il leur sera demandé des comptes.

Jean-Luc Mélenchon

Source : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/12/11/outrage-en-depit-des-esperances-mediaticques-le-pen-fait-pschitt/#article1>